

Le Brésil et la coopération Sud-Sud : l'Amérique du Sud prioritaire

samedi 13 mars 2010, par [Daniel SOLANO](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Daniel SOLANO](#), **Le Brésil et la coopération Sud-Sud : l'Amérique du Sud prioritaire**,
Diploweb.com : la revue géopolitique, 13 mars 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

En mettant davantage l'accent que son prédécesseur sur les relations Sud-Sud, le président Lula a réussi à renforcer la place du Brésil dans un monde en profonde mutation. Le développement des relations avec l'Amérique du Sud, l'Afrique, le monde arabe et l'Asie a contribué, conjointement avec sa présence au sein des grands organismes et forums internationaux (OMC, G20, etc.) à faire du Brésil un acteur qui compte désormais sur la scène internationale. Cependant, sa capacité réelle d'influence est encore limitée. Elle se circonscrit actuellement à l'Amérique du Sud, où le Brésil veut assurer un leadership qui serve ses intérêts, sans pour autant être perçu comme une menace impérialiste par ses voisins.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le diplomweb.com est heureux de vous présenter un article de Daniel Solano, "Le Brésil et la coopération Sud-Sud : l'Amérique du Sud prioritaire", publié dans le numéro 88 de la revue *Accomex* (août 2009) : Relations Sud-Sud. Les Sud bousculent le commerce international.

POUR comprendre la place du Brésil dans le monde, il faut d'abord faire référence à la taille de ce pays. Avec une superficie de 8,5 millions de km², le Brésil est le 5ème pays de la planète derrière la Russie (17,1 millions), le Canada (9,9 millions), les États-Unis (9,8 millions) et la Chine (9,6 millions). Son territoire représente un peu plus de treize fois celui de la France. Comme le rappelle Alain Rouquié, "*sa taille lui confère une assurance historique, voire une destinée manifeste, qu'aucun revers ne saurait contrarier*" [1]. Le texte de l'hymne national du Brésil est significatif : "Géant par ta propre nature/Tu es beau, tu es fort, colosse impavide/Ton avenir reflète cette grandeur".

À la différence des voisins d'Amérique du Sud, le Brésil a su préserver son unité. Il est né comme un empire et ce n'est qu'en 1889 que la république fut proclamée suite à un coup d'état militaire. Mais c'est le décollage de l'économie brésilienne au cours des dernières décennies qui a véritablement donné corps à la "grandeur" du Brésil.

Émergence économique et diplomatie

Au début du 20ème siècle, la première économie d'Amérique latine était l'Argentine. Pendant les années 1950, certains économistes pensaient même que l'Argentine était le "pays d'avenir" et ne croyaient pas au futur du Brésil dont les recettes d'exportation dépendaient majoritairement du café. Les années 1960 ont vu l'émergence du "miracle brésilien". Le Brésil est non seulement devenu le leader de l'Amérique latine mais l'une des principales économies de la planète : les chiffres de l'OCDE relatifs à l'année 2007 placent le Brésil au 9ème rang mondial en termes de PIB (1 833 millions de dollars).

Le Brésil est devenu un acteur mondial de premier plan dans certains marchés de matières premières : minerais de fer, soja, viande, café, sucre, jus d'orange, etc. Il s'est aussi doté d'une industrie compétitive au niveau mondial dans des créneaux tels que l'automobile, la sidérurgie, l'agroalimentaire ou l'aéronautique. Dans les années 1990, l'économie brésilienne s'ouvre sur le monde et le président Fernando Henrique Cardoso (deux mandats : 1995-1998 et 1999-2002) s'intéresse particulièrement aux affaires diplomatiques. Il estime que "le Brésil doit accroître sa présence extérieure afin de participer aux grandes décisions internationales" [2].

D'inspiration social-démocrate, le président Cardoso considère que le Brésil doit jouer le rôle qui correspond à sa nouvelle place dans l'économie mondiale, sans privilégier un axe particulier. Le Brésil se montre attaché au multilatéralisme et signe les accords du GATT à Marrakech (1994). Il participe activement au lancement du nouveau cycle de négociations commerciales internationales à Doha (2001) et au processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) qui vise à créer un espace commercial intégré rassemblant tout le continent américain (Amérique latine, Caraïbes, États-Unis et Canada).

Pour autant, le Brésil se montre soucieux de son indépendance, notamment à l'égard des États-Unis. À la même époque, une négociation s'engage entre le Mercosur et l'Union européenne en vue d'aboutir à la signature d'un traité d'association. Parallèlement, le Brésil des années 1990 dénonce les asymétries de l'ordre international et les inégalités entre nations. Lors de la conférence de Doha, en 2001, la diplomatie brésilienne s'attache à défendre les intérêts du monde en développement, notamment en ce qui concerne la santé publique et la propriété intellectuelle.

En ce qui concerne l'Amérique latine, Fernando Henrique Cardoso s'inscrit dans la continuité de José Sarney, qui a joué un rôle clé, et injustement méconnu, d'initiateur du rapprochement avec les pays voisins. Une des principales étapes a été la signature, en 1986, des accords de coopération économique entre l'Argentine et le Brésil puis, en 1990, d'un accord commercial bilatéral. Ce dialogue a jeté les bases de ce qui allait être un accord plus vaste : le Marché commun du Sud (Mercosur en espagnol ou Mercosul en portugais) en mars 1991, qui regroupe également deux autres membres de plein droit, le Paraguay et l'Uruguay.

À partir de l'acquis du Mercosur, le Brésil cherche à devenir discrètement le leader d'un ensemble sud-américain. Le 1er septembre 2000, se tient à Brasilia le premier sommet des chefs d'état ou de gouvernement d'Amérique du Sud.

Amérique du Sud : une position de leader incontesté

Le président Luiz Inacio Lula da Silva, élu en 2002, va accentuer cette orientation et défendre ouvertement le concept de leadership (liderança) du Brésil dans la région. En même temps, la vieille revendication d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU est à nouveau mentionnée, le Brésil se présentant comme un porte-parole des intérêts de l'Amérique latine.

Le président Lula multiplie les contacts avec les chefs d'état de la zone et, en 2004, naît la Communauté sud-américaine des nations (CASA). Un pas supplémentaire est franchi en mai 2008 avec la création de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) puis, en mars 2009, de son appendice militaire, le Conseil sud-américain de défense (CSD). Parallèlement, le Brésil fait preuve d'un moindre enthousiasme pour les négociations avec le Nord : l'administration Lula va faire capoter les négociations de la ZLEA en 2003-2004, tandis que l'accord d'association avec l'Europe s'enlise sans que Brasilia montre une farouche détermination à le relancer.

Le Brésil prend bien soin de ne pas supplanter les États-Unis en Amérique du Sud et ne veut pas apparaître comme une nouvelle puissance dominatrice. Brasilia continue de refuser de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays. Tout au plus, cherche-t-elle à se poser comme

médiateur dans les crises mais a du mal à jouer ce rôle, comme en équateur au moment de la destitution du président Lucio Gutierrez, hébergé en 2005 à l'ambassade du Brésil à Quito, ou, plus récemment, au Honduras, en prenant ouvertement la défense de Manuel Zelaya. Dans les deux cas, Brasilia prend fait et cause ouvertement pour l'une des parties. Cependant, en aucun cas, elle ne cherche à imposer une solution par la force, ce dont au demeurant le Brésil n'a pas les moyens.

Le Brésil ne cherche pas non plus à mettre en place de nouvelles institutions. Au sein du Mercosur, Brasilia s'accommode d'un dispositif très léger et peu contraignant. Lula, comme Fernando Henrique Cardoso, s'est toujours montré réticent à mettre en place un schéma qui ressemblerait à celui de l'Union européenne avec, en particulier, un organisme équivalent à la Commission de Bruxelles. Le Brésil a toujours refusé une intégration qui supposerait une perte de souveraineté : la supranationalité est un mot tabou. L'Unasur ne dispose que d'un simple secrétariat.

Le leadership brésilien a une très forte composante économique et commerciale. Pour les entreprises brésiliennes, les pays voisins représentent des possibilités d'affaires en termes d'exportations, de contrats d'ingénierie et de travaux publics et d'investissements. Le renforcement des liens diplomatiques et politiques ouvre la voie aux entreprises.

Le Venezuela en est le meilleur exemple. Lula et le Parti des travailleurs (PT) ne partagent pas les idéaux, et encore moins les méthodes (nationalisations par exemple), de la révolution bolivarienne, même si des coïncidences existent. Le Brésil a œuvré activement pour l'adhésion du Venezuela comme 5ème membre de plein droit du Mercosur et Lula lui-même a toujours défendu publiquement Hugo Chavez. Le projet de création de la Banque du Sud est né à Caracas et Brasilia s'y est rallié, sans grand enthousiasme, tout en réussissant à poser ses conditions (limitation du champ d'activité à l'Amérique du Sud par exemple).

La contrepartie économique a été très avantageuse. Les exportations brésiliennes vers le Venezuela sont passées de 537 millions de dollars en 1999 à 5,2 milliards en 2008, ce pays devenant le 7ème client du Brésil. Certes, la crise a provoqué un recul de ces exportations sur les huit premiers mois de 2009 (- 28,4 % par rapport à la même période de 2008), mais le Venezuela demeure le 8ème pays client. Les entreprises brésiliennes ont obtenu plusieurs grands contrats significatifs. Le groupe Odebrecht a réalisé le deuxième pont sur l'Orénoque (3,15 km, 4 voies et une voie ferrée au milieu) et a obtenu le contrat du 3ème pont en plus d'autres projets (irrigation, assainissement, métro de Caracas) ; il pilote le consortium international chargé de la construction de la grande centrale hydroélectrique de Tocoma (2160 MW). En juin 2009, un autre grand du BTP brésilien, Camargo Correa, a obtenu le contrat d'adduction d'eau Tuy IV, un projet d'une valeur de 476 millions de dollars.

Tableau 1 : Structure géographique du commerce extérieur brésilien (année 2008, millions de \$ et %)

	Exportations		Importations	
	Montant	En %	Montant	En %
Amérique latine et Caraïbes	51 196	25,9	28 664	16,5
* Mercosur	21 737	11	14 934	8,6
* Autres	29 459	14,9	13 730	7,9
Union européenne	46 395	23,4	36 192	20,9
Asie	37 442	18,9	47 125	27,2
Etats-Unis	27 648	14	25 810	14,9
Afrique	10 170	5,1	15 756	9,1
Moyen-Orient	8 055	4,1	6 232	3,6
Europe orientale	5 5580	2,8	5 338	3,1

L'Argentine occupe une place particulière dans la relation du Brésil avec l'Amérique du Sud en raison de sa proximité géographique, de l'appartenance des deux pays au Mercosur et de la taille de son économie. La première visite officielle de Lula en 2003 concerne ce pays. La relation avec le voisin du Sud est difficile : elle est émaillée par les conflits commerciaux et les protestations lancinantes de Buenos Aires à propos des importations brésiliennes. Brasilia calme le jeu, négocie et refuse d'entrer dans une logique de confrontation. Mieux encore, le ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim, prend l'initiative de publier dans le quotidien La Nacion un article appelant au partenariat entre les entreprises des deux pays.

Ici aussi, les enjeux économiques et commerciaux sont décisifs. L'Argentine était le 2ème client du Brésil en 2008, avec des exportations de 17,6 milliards de dollars (8,9 % des exportations totales du Brésil) et le 3ème fournisseur avec des importations de 13,3 milliards de dollars (7,7 % du total). Surtout, les entreprises brésiliennes ont acquis des positions dans des secteurs clés de l'économie argentine à la faveur de la crise de 2001-2002. Lourdemment endettés et confrontés à une récession brutale du marché intérieur, les grands groupes privés argentins sont passés sous le contrôle des capitaux brésiliens. AmBev a racheté 36,1 % du capital du leader argentin de la bière Quilmes (2002), puis a acquis des participations supplémentaires jusqu'à atteindre 91,2 % (2006) ; Petrobras a pris le contrôle du pétrolier Perez Companc (2002) ; la filiale brésilienne d'Arcelor est devenu leader de la sidérurgie argentine en portant sa participation dans Acindar de 20,5 % à 66 % (2004) ; Camargo Correa en a fait de même dans le ciment avec la reprise du numéro un local, l'argentin Loma Negra (2005) ; le producteur de viande Friboi a acquis le premier exportateur argentin Swift Armour (2005).

Ces opérations industrielles aboutissent en fait à de véritables restructurations de certaines branches industrielles à l'échelle du Mercosur. Faute d'avoir pu établir, à froid, une intégration industrielle, c'est à chaud, en pleine crise, que les entreprises brésiliennes règlent le problème en prenant le contrôle des leaders argentins et en organisant les filières dans le sens de la création de véritables pôles industriels compétitifs au niveau mondial. Le secteur de la viande en est de ce point de vue le meilleur exemple. La relation Sud-Sud est donc ici synonyme à la fois d'intégration régionale et d'ouverture sur le monde.

Une nouvelle étape dans les relations avec le monde arabe et l'Afrique

La priorité accordée à l'Amérique du Sud ne signifie pas pour autant un oubli du reste du monde en développement. Depuis 2003, la diplomatie brésilienne considère que le renforcement des liens avec le Sud est une priorité. Le Brésil se veut le porte-parole et le défenseur des intérêts du monde en développement, particulièrement des plus démunis comme ceux d'[Afrique](#) subsaharienne, par exemple, dans les instances internationales.

Le Brésil a œuvré pour ce rapprochement en impulsant des modalités réellement novatrices. En 2005, il a organisé à Brasilia le premier Sommet Amérique du Sud-Pays arabes (ASPA), afin d'étudier les modalités de développement de la coopération culturelle, scientifique et technique entre les deux ensembles ainsi que du commerce et des investissements. Au cours d'une conférence à l'IFRI, à Paris, en juin 2009, le ministre des Relations extérieures du Brésil, Celso Amorim, a dit : "Avant le président Lula, aucun président brésilien ne s'est jamais rendu dans la région d'où 10 % de la population brésilienne est originaire. Moi-même je suis allé trois fois dans la région du conflit - la dernière au mois de janvier quand j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec les dirigeants arabes et israéliens au sujet de la crise de Gaza" [3].

Le deuxième sommet s'est tenu le 31 mars 2009 à Doha (Qatar) et le troisième est prévu à Lima (Pérou) en 2011. Cette volonté d'ouverture du Brésil vers le monde arabe est d'autant plus intéressante que celui-ci souhaite également développer ses liens avec le continent latino-américain. Les entreprises brésiennes sont les plus intéressées parmi celles d'Amérique du Sud car elles disposent déjà d'une présence commerciale dans ces pays et d'une offre adaptée à leurs besoins, notamment dans le domaine agroalimentaire ; sans oublier, bien sûr, les projets d'infrastructures. Le ministre Amorim a d'ailleurs rappelé à l'IFRI que "le commerce entre le Brésil et les pays arabes a été multiplié par quatre depuis 2003".

La formule du sommet a également été utilisée pour développer les relations avec le continent africain, avec un premier sommet Amérique du Sud-Afrique (ASA) en novembre 2006 à Abuja (Nigeria). Le deuxième sommet a eu lieu du 23 au 27 septembre 2009 dans l'île de Margarita (Venezuela).

Brésil-Chine : une relation compliquée

La relation avec les grands pays émergents d'Asie est plus compliquée. Un forum Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS) a été créé en juin 2003 et donne lieu à des réunions régulières de groupes de travail et de ministres des Affaires étrangères. Avec l'Inde, la relation bilatérale a donné de maigres résultats au plan économique. Les exportations brésiennes vers ce pays ont certes doublé puisqu'elles sont passées de 553 millions de dollars en 2003 à 1,1 milliard de dollars en 2008, mais l'Inde n'était, l'année dernière, que le 39ème pays client. En revanche, les importations ont été multipliées par sept, de 485 millions de dollars à 3,56 milliards de dollars. Le fait que les entrepreneurs brésiliens appartiennent au Sud n'apporte aucun avantage particulier pour pénétrer ce marché réputé complexe.

La relation avec la Chine illustre mieux encore les atouts et les difficultés de la coopération entre les géants du monde en développement. Ici les chiffres parlent d'eux-mêmes : le Brésil a tiré parti du boom de l'économie chinoise : ses exportations vers ce pays ont grimpé de 2,5

milliards de dollars en 2002 à 16,4 milliards de dollars en 2008. Sur les huit premiers mois de 2009, il y a eu une nouvelle hausse significative de 20,5 % (par rapport à la même période de 2008) à 14,4 milliards de dollars, la Chine devenant ainsi le 1er pays client du Brésil devant les États-Unis, un événement historique à plus d'un titre.

Si les exportations ont été multipliées par plus de 6 en six ans, les importations en provenance de Chine l'ont été par plus de 13 ! Entre 2002 et 2008, les achats brésiliens sont passés de 1,5 milliard de dollars à 20 milliards, la Chine devenant le 2ème fournisseur du Brésil. Sur les huit premiers mois de 2009, il y a, certes, eu une baisse de 26,2 % des importations brésiliennes en provenance de Chine, mais la part de marché chinoise est restée stable aux alentours de 12 % des importations brésiliennes totales.

Ce qui inquiète surtout le Brésil, c'est la composition déséquilibrée des échanges. En 2008, le minerai de fer, le pétrole brut et le soja ont concentré 77 % des exportations brésiliennes vers la Chine. Sur les huit premiers mois de 2009, ce pourcentage s'est encore accru (79,5 %). Le Brésil importe de Chine principalement des produits manufacturés (composants électroniques, matériel informatique ou de télécommunications et leurs éléments, moteurs électriques, etc.). Même si une partie importante de ces achats est le fait d'entreprises, brésiliennes ou filiales d'entreprises étrangères, s'approvisionnant en vue de la production sur place d'équipements à valeur ajoutée, il ne fait pas de doute que, la pression commerciale chinoise s'exerce de manière particulièrement brutale au Brésil.

La concurrence des entreprises chinoises, au Brésil mais aussi en Amérique du Sud, est un sujet de mécontentement des milieux d'affaires brésiliens. à cela s'ajoute une réticence des grandes entreprises publiques chinoises à investir au Brésil. Le sidérurgiste Baosteel a étudié deux projets d'investissement sans donner suite à aucun d'entre eux. Force est de constater qu'à part quelques exceptions comme Huawei et ZTE, les grands noms de l'industrie chinoise ne se bousculent pas pour investir au Brésil. Pourtant, Pékin montre un intérêt incontestable pour le Brésil en raison de l'abondance de ses ressources naturelles et de son potentiel de développement : en mai 2009, la China Development Bank (CDB) a accordé à Petrobras un prêt de 10 milliards de dollars assorti d'un accord de livraison de pétrole [4].

*

En mettant davantage l'accent que son prédécesseur sur les relations Sud-Sud, le président Lula a réussi à renforcer la place du Brésil dans un monde en profonde mutation. Le développement des relations avec l'Amérique du Sud, l'Afrique, le monde arabe et l'Asie a contribué, conjointement avec sa présence au sein des grands organismes et forums internationaux (OMC, G20, etc.) à faire du Brésil un acteur qui compte désormais sur la scène internationale. Cependant, sa capacité réelle d'influence est encore limitée. Elle se circonscrit actuellement à l'Amérique du Sud, où le Brésil veut assurer un leadership qui serve ses intérêts, sans pour autant être perçu comme une menace impérialiste par ses voisins.

Copyright juillet 2009-Solano/Accomex

Plus

Accomex 88 - Relations Sud-Sud - Les Sud bousculent le commerce international



En hausse de + 12,5 % l'an entre 1990 et 2005, les exportations du Sud vers le Sud représentent désormais 6 % du commerce mondial ; les investissements directs réalisés par des pays émergents dans des pays du Sud ont, eux aussi, bondi sur la période.

Le développement des relations Sud-Sud n'est donc pas un épiphénomène. Expliqué pour partie par la montée en puissance de la Chine et l'envolée des cours des matières premières, il concerne bien d'autres acteurs du Sud et dépasse le champ des relations commerciales.

Les conséquences pour les entreprises françaises à l'international ne sont pas neutres : concurrence accrue, modification des rapports de force dans les négociations, développement de nouveaux marchés, de nouvelles opportunités, incitation supplémentaire à se démarquer en montant en gamme, évolution du risque politique, etc. Il était donc nécessaire de consacrer un numéro d'Accomex à « ces Sud » pour informer les entreprises.

Le sommaire sur le site de la CCIP [Voir](#)

P.-S.

Économiste spécialiste de l'Amérique latine, Daniel Solano dirige le cabinet de conseil spécialisé Norte Sur Consulting basé en Espagne, qui compte parmi ses clients des entreprises européennes présentes dans la zone. Il est aussi éditeur des lettres *Marchés d'Amérique latine* (mensuelles) et *Mercados Latinoamericanos* (en espagnol, bimensuelles)

Notes

[1] Rouquié Alain (2006), Le Brésil au XXIe siècle - Naissance d'un nouveau grand, éditions Fayard (septembre).

[2] Rouquié Alain (2006), Ibidem.

[3] http://www.mre.gov.br/portugues/politica_externa/discursos/discurso_detalhe3.asp?ID_DISCURSO=3544

[4]

http://www2.petrobras.com.br/ri/spic/bco_arq/ComunicadoChinavers%C3%A3o19maiIng.pdf